De la lutte des urgences à une « marée blanche » ?

A ce jour, dans plus d'une centaine d'établissements, la lutte des services d'urgences s'étend, se coordonne et se durcit.

Comme nous en avons pris conscience ici à Saint-Malo, notamment à l'occasion de la grève des urgences au début de l'année, placées à l'interface entre la médecine de ville et l'hôpital, les urgences concentrent la crise du système de santé. D'un côté, faute de réponses satisfaisantes dans les villes et les quartiers, les urgences sont souvent le seul moyen d'accéder rapidement et gratuitement à des soins. Ainsi, au plan national, le nombre de passages a doublé en 20 ans (de 10 à 20 millions).

Les déserts médicaux, que ce soit dans les banlieues, les petites villes et les campagnes où il devient difficile de consulter un médecin, s'étendent et concernent 8 millions de personnes. L'incapacité de la médecine libérale à assurer une véritable permanence des soins de 1er recours, l'absence d'un « tiers payant » garantissant leur gratuité effective, continuent de pousser les patients et leurs familles en détresse, vers la seule réponse existante : les urgences.

NPA
NOUVEAU PARTI ANTICAPITALISTE

SANTE

Saint-Malo, le 14 juin 2019

Dérisoires bricolages locaux

Les bricolages locaux (les « Communautés professionnelles territoriales de santé »), créés par la loi santé pour assurer la « permanence des soins » par le secteur privé libéral, sont une réponse dérisoire. Comment imposer un surcroit de travail à des médecins généralistes épuisés dans le cadre d'un exercice libéral à bout de souffle, tout ceci en ménageant par ailleurs le lobby de syndicats médecins libéraux ? Les urgences voient de plus affluer des patientEs en crise, que la psychiatrie publique sinistrée n'est plus en état d'accueillir, ou des personnes âgées, auxquelles les EHPAD ou hôpitaux de proximité sans moyens adaptés, ne peuvent fournir les soins appropriés.

À l'autre bout de la chaîne, les urgences hospitalières saturées sont dans l'incapacité de transférer dans les autres services hospitaliers, faute de lits et de places, les patientEs entrants. Les équipes passent en vain des heures à « chercher des lits » dans les services. L'austérité qui, depuis des années, frappe l'hôpital public, réduit en effet sans cesse les capacités d'accueil des établissements hospitaliers, qui devront encore cette année rogner près d'un million d'euros sur leur fonctionnement.

Des luttes à coordonner...d'urgence

Les conséquences sont inéluctables. Les médecins et personnels soignants des urgences doivent faire face à des situations de plus en plus invivables : attente pendant des heures des patientEs, qui s'entassent dans les lits ou sur des brancards, avec le risque de ne pas être pris en charge à temps ; montée de la violence due pour l'essentiel à ces délais d'attente inadmissibles (voir le très récent et grave incident aux urgences de Pontchaillou); rythmes de travail et stress insupportables, avec en permanence le risque de la faute professionnelle. L'épuisement professionnel, les démissions et, dans certains cas extrêmes, les suicides, en sont les conséquences.

Le mépris et les réponses dérisoires de la ministre Agnès Buzyn apparaissent aux personnels en lutte comme une provocation supplémentaire du pouvoir. Celui-ci essaie d'appliquer dans la santé la recette utilisée avec tous les mouvements sociaux : laisser pourrir, réprimer brutalement les résistances les plus fortes, continuer à faire passer en force ses contre-réformes (par exemple, la casse du statut des fonctionnaires hospitaliers) grâce à sa majorité parlementaire.

Autour de la lutte des urgences, et pour lui permettre de gagner, **c'est donc la coordination des luttes** qui se multiplient depuis des mois dans les établissements hospitaliers, en psychiatrie, dans les EHPAD, **ainsi que leur extension à d'autres secteurs** (éducation nationale, sncf….) **qui sont à l'ordre du jour**. Cette coordination des luttes doit bénéficier du soutien actif des syndicats interprofessionnels, des comités de défense des hôpitaux, des Gilets jaunes, qui ont placé l'accès aux soins et la défense de l'hôpital public parmi leurs premières revendications, pour **faire de la santé un enjeu décisif du combat social et politique.**

Dernières nouvelles :

Devant l'extension du mouvement , la ministre vient enfin de consentir à engager des discussions avec l'ensemble des acteur.trice.s de l'hôpital public. A suivre....

Pour prendre contact avec le comité NPA du pays malouin :

npasaintmalo@gmail.com

npa2009.org
infos santé sécu social
NPA

Suivez l'actualité du secteur santé-sécu-social et les analyses du NPA sur http://sante-secu-social.npa2009.org/

LA SANTE EN LUTTE

Quand Agnès Buzyn fait la morale

Le 4 juin, des infirmièr.e.s du service des urgences de Lariboisière se sont mises en arrêt maladie, épuisées par leur travail et excédées par le rejet de leurs revendications après trois semaines de grève.

Ensuite, ce sont des soignants de Saint-Antoine qui se sont mis eux aussi en arrêt maladie.

Agnès Buzyn, au lieu de se pencher sur leurs problèmes et d'y apporter une solution, n'a rien de trouver de mieux que de leur faire la morale en disant que ***c'était pas bien*** car elles donnaient plus de travail aux autres. Sauf que elle, par sa politique, elle donne beaucoup plus de travail à tous les personnels hospitaliers et refuse de leur donner les moyens d'accomplir leurs missions dans de bonnes conditions. C'est un peu trop facile de nous culpabiliser quand on nous impose de telles conditions.

La police contre les travailleurs de la santé

Dans différents hôpitaux, notamment à Chalon-sur-Saône, l'ARS n'a pas hésité à faire appel à la Préfecture pour réquisitionner des grévistes et même envoyer des policiers et gendarmes les chercher chez eux, parfois en pleine nuit. Ainsi, à Chalon, après avoir tenté de faire tenir les urgences par des personnels d'autres services, qui ont refusé, l'ARS a fait appel à la police. Ce qui s'est retourné en faveur des grévistes qui ont reçu un large soutien et contraint l'ARS à céder sur plusieurs points.

Il est tout de même assez significatif que le gouvernement annonce l'embauche de 10 000 policiers supplémentaires au moment où il refuse d'embaucher des personnels de santé...

Dans la vidéo, référencée ci-dessous, notre camarade Pauline Salingue du CHU de Toulouse s'exprime sur la question des réquisitions :
https://www.cnews.fr/emission/2019-06-11/le-carrefour-de-linfo-12h00-du-11062019-849353

Visite et bla-bla sous haute surveillance

Mardi 11 juin, Brigitte Macron a fait une visite très médiatisée à l'UAMJ (unité d'accueil médico-judiciaire de pédo-psychiatrie) du Rosais.

Les discours sur la protection de l'enfance ne peuvent dissimuler que la politique du gouvernement, qui renforce les inégalités et plonge une partie de la population dans la misère, ne peuvent pas contribuer à améliorer la situation des enfants. Brigitte Macron n'a pas non plus eu l'idée de rencontrer les personnels des services d'hospitalisation et notamment ceux de psychiatrie ou des urgences...

Cette visite s'est faite sous haute protection policière. Le pouvoir avait tellement peur de la contestation que des automobilistes venant de Dinan ont été bloqués par la police sur la quatre voies. Il suffit donc désormais d'être soupçonnés d'avoir l'intention de manifester pour se faire arrêter !

CORA : solidarité aux employés licenciés

Le dimanche 26 mai, jour des élections européennes, plus d'une centaine de personnes sont venues manifester leur colère à Saint-Jouan, devant l'hypermarché CORA.

Le licenciement de deux salarié.e.s qui avaient refusé de travailler le dimanche a en effet suscité une grande indignation dans la région. Le tract d'appel à cette manifestation, diffusé par les gilets jaunes, a reçu un accueil exceptionnellement chaleureux de la population, notamment à la Madeleine. « *On nous traite comme des torchons* », a déclaré Chrystèle, une des licenciés. Beaucoup se sont reconnus dans ce cri du cœur car en ce moment bien des patrons se croient tout permis. Nous avons donc marqué le coup, malgré la présence des gendarmes venus en force protéger l'hyper.

Nous qui savons ce que représente comme sujétion le travail du dimanche ou de nuit, inhérent aux professions de soins et au service public, ne pouvons que regretter que les syndicats locaux ne soient pas associés à cette manifestation ou n'aient pas pris d'initiative face à ce scandale.

Un festival pas très populaire

Si le festival Etonnants voyageurs est très largement médiatisé et attire un public venu parfois d'assez loin, on ne peut pas dire qu'il ait pour objectif de favoriser la culture populaire. Le prix d'entrée à lui seul, à savoir 15 euros par jour et 35 euros pour les trois jours, est tout de même assez dissuasif. Pour ce prix on peut déjà acheter un ou deux livres. Pas étonnant qu'une grande partie du public soit plutôt constituée de gens aisés venus passer le week-end à Saint-Malo. Ca fait peut-être un peu marcher certains commerces, mais ce n'est visiblement pas une préoccupation des organisateurs et, derrière eux, de la municipalité de s'adresser aux classes populaires.

A lire dans le dernier numéro de notre hebdomadaire *l'Anticapitaliste*, les pages spéciales « URGENCES : L'ETINCELLE ? » .
Ces pages sont accessibles en ligne sur https://npa2009.org/publications-npa/hebdo-semaine